

Intervention de la ministre de l'environnement, agriculture et développement durable Silvia Calvó Armengol (COP26)

Glasgow, 10 novembre 2021

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et Messieurs,

Les changements climatiques sont généralisés, rapides et s'intensifient, et certaines tendances sont désormais irréversibles, selon le dernier rapport du GIEC. Une dernière occasion nous est donnée aujourd'hui d'aborder la crise climatique avec efficacité et fermeté.

L'Andorre est un pays de haute montagne de 80 000 habitants, particulièrement vulnérable au changement climatique. Nous sommes responsables de moins de 0,001 % des émissions mondiales. Tout cela pourrait laisser penser que les actions de mon pays n'ont aucune conséquence sur le reste du monde. Pourtant nous n'éludons pas nos responsabilités, car nous sommes pleinement convaincus que la lutte contre le changement climatique requiert la participation de tous et ce d'autant plus qu'aucun effort individuel ne sera suffisant.

Jamais auparavant une question n'avait suscité un tel consensus, ce qui nous a permis de mettre en place un cadre solide d'action et de continuité. Nous faisons partie des premiers États à avoir communiqué leur contribution nationale en 2015 et à l'avoir actualisée en 2020, avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Le parlement andorran, a approuvé à l'unanimité une Déclaration d'état d'urgence climatique et une Loi sur la transition énergétique et le changement climatique.

De plus, des avancées en matière de fiscalité environnementale, qui garantissent que les activités ayant le plus fort impact sur l'environnement soient les

principaux contributeurs, nous ont permis de créer un fonds vert intégralement destiné à faciliter l'action climat. La mise en place d'un prix du carbone, nous a permis d'avancer vers une mobilité plus durable. Notre fonds vert finance aussi des programmes relatifs à l'efficacité énergétique et aux installations d'énergie renouvelable dans le bâtiment et à l'acquisition de véhicules électriques.

En tant que dirigeants politiques, nous nous devons de mettre en place des actions concrètes. Il est nécessaire d'augmenter les ambitions nationales, de renforcer la transparence, d'assurer l'intégrité des marchés, mettre en place les outils de financement prévus à l'accord de Paris.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une mise à l'arrêt de l'économie sans précédent, dont l'une des conséquences a été la réduction des émissions polluantes. Mais elle n'a été qu'un mirage. La reprise de l'activité économique nous invite de nouveau à réfléchir sur le modèle de croissance économique actuel. La transition doit être juste et durable. Si notre réponse ne fait pas appel au multilatéralisme, si elle n'est pas conforme aux dix-sept Objectifs de développement durable, elle sera sans effet.

Mesdames et Messieurs,

Ce n'est que sur la base d'un effort global que nous atteindrons nos objectifs. C'est pour cela que nous demandons à l'ensemble des Parties, d'honorer l'accord adopté à Paris en 2015.

Nous ne pouvons pas, encore une fois, décevoir nos citoyens, notamment les jeunes ; nous devons prendre en compte les demandes qu'ils nous ont fait parvenir à travers le *Youth4climate Manifesto* que les jeunes ont élaboré à Milan car nous sommes sans aucun doute face au plus grand défi que notre civilisation a relevé.

Je vous remercie.